

Lutte des classes

TRIBUNE FRANCAISE DE WORKERS INTERNATIONAL (POUR LA RECONSTRUCTION DE LA QUATRIEME INTERNATIONALE)

N° 12

1er OCTOBRE 2013

luttendesclasses@live.fr

GRÈCE

Soit nous écraserons le fascisme, soit il nous écrasera

Communiqué de Kokkino (Rouge) après l'assassinat de Paul Fyssas par des néo-nazi d'Aube Dorée. Une déclaration alarmante, juste, et urgente de l'organisation qui fait partie de l'aile gauche de Syriza, et qui avec deux autres courants a recueilli 25% de votes au dernier congrès. Nous en sommes entièrement solidaires.

L'assassinat de sang-froid de Paul Fyssas, âgé de 34 ans par des néo-nazi d'Aube dorée est le début d'une ère complètement nouvelle dans l'action des fascistes. Après l'attaque criminelle contre des membres du Parti communiste à Perama [1], il y a quelques jours, l'assassinat de l'antifasciste Paul Fyssas est maintenant une déclaration ouverte de guerre par les fascistes à la gauche et au mouvement ouvrier. Les membres d'Aube dorée ne sont plus satisfaits de la logique de « Keadas » [2] et de cibler les couches les plus faibles de la société (les immigrés, les homosexuels, etc), mais commencent maintenant à cibler leur ennemi naturel : le mouvement ouvrier et la jeunesse, ainsi que la gauche.

La brusque escalade de la violence fasciste n'est pas du tout aléatoire et spontanée, puisqu'elle se manifeste dans une période de croissance de la lutte par la grève, contre les mémoranda, de renforcement de l'influence de la gauche et au milieu d'une impasse visible du gouvernement. En fait, Aube dorée vise clairement l'écrasement du mouvement ouvrier et de la gauche, afin de démontrer ainsi, son utilité au patronat (les capitalistes, les banquiers, la Troïka) et de gagner totalement leur confiance. L'armée d'éléments meurtriers et la pègre, guidée, il y a quelques jours par Kasidiaris [3] à Meligalas4 est prête à agir et à prouver qu'elle peut être utile. Et son utilité ne se limite pas seulement à des meurtres et à des attaques sur la gauche, mais elle essaie de plus de prouver aux gouvernants qu'ils peuvent compter sur les néo-nazis dans la perspective de la dissuasion ou la déstabilisation et le renversement

d'un gouvernement de gauche. C'est en effet dans ce sens là, ce qui est dit et écrit ces jours-ci par « des journalistes réputés » sur le besoin de coopération des « forces conservatrices » et d'Aube dorée, afin d'éviter un gouvernement de gauche.

Cette brusque escalade doit sonner l'alarme et marquer un tournant décisif dans la lutte anti-fasciste de la gauche et du mouvement ouvrier. Nous devons maintenant comprendre que l'anti-fascisme n'est ni un front secondaire de combat à côté de tous les autres, ou que la lutte contre le fascisme est réalisée automatiquement par la lutte anti-mémorandum. Au contraire, il n'y aura aucun renversement de l'austérité et des mémoranda si la lutte anti-fasciste n'évolue pas parallèlement, puisque la montée de la droite fasciste s'appuie là justement : elle vise au maintien du statu quo et aux intérêts du capital. On doit d'abord et avant tout mettre fin aux illusions sur la confrontation institutionnelle du fascisme, soit par une coalition des toutes les parties de « l'Arc constitutionnel » ou par l'appareil de l'Etat. Il ne peut y avoir aucune alliance avec des forces qui, non seulement exercent une politique d'austérité brutale et de racisme, renforçant ainsi Aube dorée, mais beaucoup d'entre eux sont favorables à son action terroriste contre les luttes ouvrières. De même, la lutte antifasciste ne peut plus se limiter à la pression sur les institutions de l'Etat pour qu'elles commencent à fonctionner. La police est tellement érodée par des fascistes qui lui attribuent la défense contre les attaques fascistes ne constitue maintenant pas seulement une mauvaise blague, mais une dangereuse illusion ayant des conséquences douloureuses pour le

mouvement ouvrier.

Le besoin le plus fondamental, cependant, est la construction d'un front uni contre le fascisme par les forces de la gauche (Syriza, KKE, ANTARSYA), les organisations de travailleurs, les mouvements de la jeunesse et des Antifascistes dans le but de développer et de coordonner l'action antifasciste partout. Le sectarisme, les perceptions de pureté et de fatalisme doivent cesser immédiatement, sinon il y a un risque sérieux de répéter les erreurs tragiques du passé, quand la gauche était en train de résoudre ses différences dans le contexte de l'évolution du fascisme. Finalement, il est nécessaire de développer des groupes d'autodéfense dans chaque quartier et chaque lieu de travail afin d'enrayer la violence fasciste meurtrière et assurer la sécurité dans le monde du mouvement, les immigrés et toutes les victimes d'attaques des néo-nazi. Tous ces efforts doivent également avoir une coordination centrale pour être en mesure de garder et sécuriser les principaux événements et les activités du mouvement ouvrier.

Kokkino, Athènes, mercredi 18 Septembre 2013

NOTES

- [1] Perama : Zone du chantier naval, dans la zone du Pirée, où l'Aube dorée tente de former des syndicats.
[2] Kaiadas était un gouffre dans la Spartie antique où l'on jetait les bébés « invalides », les malfaiteurs et les prisonniers de guerre.
[3] Kasidiaris : porte-parole et député d'Aube dorée.
* <http://www.kokkino.org/index.php?op...>
* Europe solidaire sans frontière article n°29798

dernière minute. Vue que l'impression de ce numéro a pris un petit retard, la nouvelle est tombée: le gouvernement de la dernière chance libérale en Grèce — socialistes et conservateurs unis — a décidé de frapper l'Aube dorée. En effet, les fascistes risquaient par les assassinats de précipiter la lutte de classes et de porter la guerre sociale dans la rue. La situation serait devenue incontrôlable, car l'antifascisme de masse ne se serait pas satisfait de casser la figure aux cranes rasés, tout en laissant les libéraux au gouvernement tranquilles. Ainsi le Weimar grec aurait pris fin sans que le capitalisme trouve une solution de rechange durable. Le fascisme grec est provisoirement bridé, mais jusqu'à quand? Seul le mouvement ouvrier est en mesure d'extirper la vermine fasciste, mais pour le faire il doit prendre le pouvoir d'Etat.

De Bangladesh à la Bretagne

Plus d'une fois on pouvait entendre que la « lutte des classes » - découverte longtemps avant Marx - n'existerait plus, et que la notion même de classe ouvrière serait dépassée à notre époque de « mondialisation ». Or, observer de près ce qui s'est passé simultanément la semaine dernière au Bangladesh et en Bretagne montre que ce n'est pas la méthode marxiste qui est en cause, mais une pensée rationaliste et mécanique, incapable de sortir des ornières de frontières nationales, qui passe son temps à peser et soulever les mots d'un programme « éco-socialiste » en perpétuel perfectionnement, destiné à devenir le schéma de transformation sociale, alors que les faits de la plus haute signification se passent à côté de nous sans provoquer ni attention approfondie, ni réponse adéquate de notre part. Commençons par exposer les faits bruts.

Plusieurs dizaines de milliers de travailleurs sont descendus dans la rue depuis trois jours

Le Bangladesh est le théâtre depuis samedi 21 septembre de troubles sociaux dans le secteur du textile et de l'habillement. Les syndicats ouvriers demandent le relèvement du salaire minimal quatre mois et demi après le drame du Rana Plaza, un immeuble de la capitale, Dacca, abritant cinq usines, dont l'effondrement a coûté la vie à 1 129 personnes - pour l'essentiel des ouvrières.

Plusieurs dizaines de milliers d'ouvriers sont descendus dans la rue samedi, dimanche et lundi, dans différentes localités de la ceinture industrielle autour de Dacca, bloquant la circulation et s'affrontant avec la police, laquelle a dû

faire usage de gaz lacrymogènes et même de balles en caoutchouc. A Gazipur, au nord de Dacca, une gendarmerie a même été vandalisée. Plusieurs dizaines de personnes ont été blessées dans les heurts. De nombreuses usines ont dû fermer leurs portes, certaines ont été incendiées.

Les syndicats, notamment le Garments Workers Employees League, réclament l'augmentation du salaire mensuel minimal à 8 114 takas (77 euros), contre 3 000 takas aujourd'hui (28 euros). Des négociations sont en cours depuis le 6 juin entre patronat et syndicats sous les auspices du gouvernement. Dans sa réponse aux revendications syndicales, la Bangladesh Garment Manufacturers and Exporters Association (BGMEA), l'organisation patronale du secteur, n'a accepté de relever le salaire minimal qu'à hauteur

Note de lecture

La violence des riches

Chronique d'une immense casse sociale, par Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, Ed. La Découverte, 2013, 17€

Le dernier livre de deux sociologues de gauche bien connus, après « Le Président des riches » consacré à l'oligarchie de Nicolas Sarkozy en 2010, est un réquisitoire implacable contre le libéralisme, devenu la « Violence des riches », et qui continue de plus belle sous la protection de François Hollande. Tout ce qu'on a vu et entendu depuis un an et demi en matière économique, sociale et politique — depuis la découverte de la gigantesque fraude fiscale des riches et des sociétés du Cac 40, avec leurs filiales abritées dans les paradis fiscaux, jusqu'à la législation au service du capital et au détriment du travail — tout est ici classé et ordonné comme une vue sociologique d'ensemble, une analyse de classe, sans aucune concession terminologique aux sociologues de gauche bien pensants. Le couple Pinçon ne parle pas seulement de violence, de lutte de classe, mais comme Warren Buffet, porte-parole de la finance internationale connu pour son parler « cru et dru » - de guerre de classe:

« Une nouvelle phase de la guerre des classes est désormais ouverte sur les champs de bataille de l'Europe: tout Etat qui ne se conformera pas aux sanctions ou aux injonctions de la Commission européenne sera traduit devant la Cour de justice de l'Union. Les marchés financiers vont tenir les rênes du pouvoir de l'Europe, adieu la démocratie, finie la souveraineté des peuples. Ce sont les hommes et des femmes politiques, élus par les peuples, qui, soumis aux diktats de l'oligarchie financière, ont ouvert la voie aux spéculateurs et à la financiarisation de l'économie. Les Etats sont désormais totalement bridés puisqu'ils ne peuvent plus emprunter, depuis les traités de Maastricht et de Lisbonne, à la Banque centrale européenne, et à la Banque de France pour ce qui concerne la France. Les caisses publiques seront vides puisque les Etats n'auront plus le droit au déficit. Les socialistes veulent nous faire croire qu'il est possible de composer avec un tel système économique dont l'objectif est l'enrichissement des plus riches et l'appauvrissement des plus pauvres. La Grèce, l'Espagne, l'Italie, le Portugal et l'Irlande ont déjà démontré que la recherche de l'équilibre budgétaire aggrave la crise et aboutit à une récession qui réduit les rentrées fiscales, augmente le chômage et la misère. C'est une logique infernale. Devant un système économique aussi pervers, il n'y a pas d'autre alternative que l'opposition et le rejet. »

Notre couple de sociologues se déplace entre les classes, observe leurs attitudes, motivations, obsessions, habitat et même préférences culturelles, et constate une logique de fer de comportement de classe. Si la solidarité côté riches est sans faille, celle du côté des travailleurs souffre de plus d'un handicap: soumission à l'idéologie individualiste distillée à la longueur de journée par les médias, - d'où le sentiment d'impuissance et de peur devant l'avenir— hypocrisie et mensonges du pouvoir des énarques socialistes qui vivent en symbiose avec la bourgeoisie, divisions et traîtrises syndicales, intériorisation de statut de classe inférieure, conscience de classe privée de sa mémoire historique, déracinement social qui cherche le salut ou la consolation dans le racisme, aucun député ouvrier pour représenter la grande classe productive...

« A ceux qui taxent indistinctement de « populisme » toute opposition à ces politiques qui creusent la misère sociale et font grossir les grandes fortunes, lis-t-on sur la couverture de ce bon et combien utile livre, les auteurs renvoient le compliment: il est grand temps de faire la critique du « bourgeoisieisme ».

R. PAVLOVIC

de 3 600 takas (33 euros), prétextant les difficultés conjoncturelles mondiales. Un accord avait été annoncé pour l'automne, mais le mouvement social actuel pourrait perturber le calendrier.

Le textile s'est imposé ces dernières années comme un secteur dynamique de l'économie du Bangladesh, l'un des pays les plus pauvres au monde : il représente 80 % des exportations bangladaises, 15 % de son produit intérieur brut (PIB), 45 % de l'emploi industriel - 4 millions de salariés (dont 80 % de femmes). - Le Monde, 25-9-2013

Cette lutte de classe de la jeunesse ouvrière bengali est en décalage d'un siècle et demi par rapport à notre mouvement ouvrier européen au bout de souffle, mais elle constitue l'anneau de la même chaîne historique. Ces conditions de vie et de travail sont décrites par Charles Dickens avec deux siècles d'avance. Marx en a dévoilé la logique profonde. Le capital à la recherche permanente de sa propre reproduction a dû d'abord séparer des millions de paysans pauvres de leurs maigres terres pour en faire une masse malléable et corvéable de prolétaires, tout en réduisant leurs salaires au minimum nécessaire pour la reproduction de leur force de travail. Or ce salaire est tributaire des conditions nationales socialement acceptables, - dans un pays de pauvreté extrême il est extrêmement bas - avant d'être modifié par la lutte de classe consciente, à savoir la lutte syndicale. A la puissance

financière et policière du capital concentré en peu de mains - commanditaires occidentaux et sanguines autochtones - correspond, par son nombre, la masse ouvrière. Bien qu'ils ne puissent pas mener la classe ouvrière à la victoire - inconcevable sans son pouvoir politique - les syndicats en constituent la base, le socle, l'école de lutte et d'organisation. Et les ouvriers bengalis sont en train de se forger cet outil historique. Or, derrière eux il y a cette masse colossale des prolétaires chinois et d'autres pays asiatiques peuplés qui prennent le même chemin ascendant. Les rapports entre les classes sont si aigus, la dépendance de cette bourgeoisie autochtone rachitique à l'égard de ses protecteurs impérialistes, sans culture mais avec un instinct sauvage d'enrichissement, est telle que la spirale ascendante des luttes sociales amènera très rapidement à la révolution. Mais qui, parmi nous, lorsqu'il achète un pull de très bonne facture à moins de dix euros dans un Auchan, alors qu'il aurait coûté dix fois plus s'il était produit en France, pense à la réalité sociale et internationale de ce prix ? Or, l'espoir que soulève la montée du prolétariat asiatique, concentré, jeune et combatif, vaud pour la classe ouvrière européenne et mondiale incomparablement plus qu'un pull bon marché.

Passons maintenant à la Bretagne, couverte de drapeaux noirs de la désolation sociale.

(suite page deux)

(suite de la première page)

Dans le Finistère, «c'est l'hécatombe» dans l'agroalimentaire

Un reportage de Rachida El Azzouzi sur Médiapart le 24 septembre 2013 :

Doux, Tilly-Sabco, Gad, Marine Harvest... La filière agroalimentaire bretonne est en crise comme jamais depuis trente ans. Dans le Finistère, plus de 4 000 emplois sont menacés dans un rayon de quelques kilomètres. Reportage dans les pas de Corinne Nicole, déléguée CGT de l'entreprise Tilly-Sabco, géant du poulet congelé dans la tempête.

« C'est l'hécatombe. Dans un rayon d'à peine cinquante kilomètres, plus de 4 000 emplois directs sont menacés au même moment et le double d'emplois indirects. Toute la chaîne trinquait, des éleveurs aux ouvriers en passant par les transporteurs, les artisans, les commerçants », décrit Corinne Nicole, en filant à travers les monts d'Arrée au volant de sa voiture pour être à l'heure à la préfecture. Elle écarquille son regard bleu :

« Qu'est-ce qu'on va devenir, qui voudra de nous ? La moyenne d'âge dans nos abattoirs, c'est 50 ans, on est tous cassés par les TMS et de toute façon, il n'y a pas de boulot ! Ce n'est pas le tourisme breton qui va nous faire vivre. Moi-même, pour retrouver un poste, ce sera la croix et la bannière. À l'usine, on reçoit dix CV de chauffeur-roulier par jour. »

Dans le Finistère, «c'est l'hécatombe» dans l'agroalimentaire. Bruxelles a pris de court la filière avicole bretonne en coupant le robinet des « restitutions », ces aides européennes accordées aux exportateurs de poulet congelé dans le cadre de la politique agricole commune (PAC), qui permettaient de survivre face à la concurrence du « poulet javel » brésilien et américain, 30 à 50 % moins cher.

« Dans ma circonscription, 10 % de la population active vit de l'agriculture et de l'agroalimentaire. C'est l'angoisse absolue. Il ne manquerait plus que les légumes flanchent et nous sommes morts »,

surenchérit Gwenegau Bui, le député socialiste de la quatrième circonscription du Finistère, l'une des plus touchées avec, à l'ouest, « le séisme Gad » et, à l'est, « le cataclysme Tilly-Sabco ».

« Ils veulent quoi ? Que la Bretagne se vide de ses actifs ? Qu'elle soit une terre de résidences secondaires pour riches Parisiens ? »

demande Corinne qui se force à acheter chez les petits commerçants de Scrignac, son village blotti dans le parc naturel régional d'Armorique, « même si c'est plus cher » pour que sa commune ne devienne pas une carte postale pour touristes à la recherche de « Breizh power » sur la route des enclos paroissiaux, et un désert sans boulangerie, ni pharmacie, ni tabac, ni médecin. »

Or, si le « poulet javel » brésilien tue le poulet congelé breton, c'est que la famille Doux a déjà pris les devants, en investissant au Brésil. Avant que le poulet brésilien ne supprime le poulet français, celui-ci a déjà supprimé, grâce aux subventions européennes, le poulet sénégalais. D'après un reportage d'Oxfam, le poulet africain était élevé par les petits producteurs locaux, vendu vivant donc frais, alors que le poulet Doux congelé était moins cher. La chaîne capitaliste, c'est la chaîne des cadavres parmi les producteurs et des nantis parmi les profiteurs.

« Nadine, 23 ans d'abattoir chez Doux, trois enfants, a donné à la conseillère sa lettre ouverte, écrite la veille, à François Hollande. Elle espère « une réponse avec des actes concrets, pas une réponse toute prête, de politesse ». Dans sa missive (reproduite par Médiapart), elle insiste sur « toutes ces entreprises en danger qui font tourner l'économie d'une région, d'un pays, et permettent la rémunération des têtes pensantes déconnectées de la vraie vie qui ne pensent qu'à leur propre personne, mandats et indemnités ». Elle demande au président sa « position » – « Est-ce taxer encore plus la classe ouvrière, donner plus d'argent aux riches ? » – et l'invite à venir travailler sur le site de Châteaulin pour qu'il prenne « conscience des conditions de travail et de la vraie vie ».

Souvent, raconte Corinne, on les méprise, « les écolos du coin et d'autres » : « Vous faites un boulot de merde et un poulet de merde qui pollue la Bretagne. » Ça la rend « dingue » : « Qu'ils nous donnent du boulot, qu'ils trouvent un modèle viable si celui-ci est condamné et condamnable ! Je fais ce métier pénible pour nourrir ma famille, je gagne à peine le Smic, je sacrifie ma santé. »

Bretonne d'origine, elle aime viscéralement son pays, ne veut pas en partir, voit bien les désastres de la surproduction, la pollution des eaux, les algues qui prolifèrent sur les plages... »

« Ils disent qu'ils ont essayé la droite, la gauche, qu'ils peuvent bien essayer Marine Le Pen ».

Corinne Nicole a « peur » que la crise que traverse l'agroalimentaire profite au Front national, une crainte partagée par ses camarades de Doux et Gad ainsi que par de nombreux élus socialistes qui voient dans leurs permanences la désespérance sociale gagner l'électorat ouvrier et paysan.

« Bertrand, Gaymard, Lemaire, maintenant, Le Foll. On les a tous alertés bien avant la crise et les dépôts de bilan. Aujourd'hui, la gauche dit nous écouter mais elle doit passer à l'action. Sans réponse de sa part et parce qu'on a vu ce que donnait la droite, c'est un boulevard qui s'ouvre pour le FN. Les idées et la façon de s'exprimer de Le Pen font qu'elle parle aux ouvriers »,

préviend Nadine, la déléguée FO de Doux qui voit monter la popularité du FN chez les licenciés comme les non-licenciés.

« Dans l'usine, témoigne à son tour, Corinne, la déléguée de Tilly, jamais on n'a autant assumé ouvertement de voter Le Pen. À la machine à café ou sur les postes de production, les collègues en parlent sans se cacher encore plus depuis que leur emploi est menacé. Ils disent qu'ils ont essayé la droite, la gauche, qu'ils n'ont rien fait pour sauver leur emploi, améliorer leur pouvoir d'achat et que, par conséquent, ils peuvent bien essayer Marine Le Pen. En plus, son discours anti-système, anti-Europe séduit car pour beaucoup, si nous en sommes là, c'est la faute de l'Europe, de l'euro qui nous bouffe. »

« Beaucoup ont voté Hollande à la présidentielle parce qu'ils ont le cœur à gauche mais ils se sentent aujourd'hui trahis, les précaires comme les CDI, poursuit la syndicaliste. Ils se lèvent à trois heures du matin et n'arrivent pas à payer leurs factures. Seul ou en couple, ils voient leurs impôts augmenter alors qu'ils gagnent tout juste le Smic, paient le crédit de la maison, l'assurance de la voiture quand ils n'en ont pas deux car ici, c'est indispensable. Ils dépassent de quelques euros le quotient familial, ce qui fait qu'ils n'ont pas d'aides sociales, ne peuvent pas se payer de mutuelle, soigner leurs enfants. Ça suffit pour qu'ils finissent le mois dans le rouge et penchent FN plus de colère que d'adhésion. »

Corinne constate chaque jour un peu plus l'avancée du FN, y compris parmi les siens, à son grand désarroi, dans cette terre de tradition démocrate-chrétienne qui voit rose depuis les régionales de 2004. Dans ce département à la campagne parsemée de croix et de chapelles, où la foi religieuse a laissé ses marques, « le débat autour du mariage pour tous a aussi fini de radicaliser certains esprits », note-t-elle. Communiste et athée, elle a découvert, « révoltée », l'homophobie qui régnait autour d'elle, à l'usine et chez les routiers, ces derniers mois.

« Ils ne comprennent pas que la séquence sur le mariage pour tous ait tant occupé le gouvernement alors que la priorité des priorités, c'est l'emploi, la lutte contre le chômage. »

Trois heures du matin, sur le parking de l'usine, Jean-Claude veut durcir le ton. La veille, encore, elle a mesuré l'attrait du FN lorsqu'elle a rendu visite aux équipes de nuit. Plein de copains l'ont prévenue qu'ils avaient fait leur choix et pas sur le ton de la plaisanterie. Elle a aussi vu poindre une autre tension qui l'inquiète car elle ne saura pas « maîtriser » ; l'envie d'en découdre, de radicaliser les actions. À l'image de Jean-Claude, 30 ans d'abattoir, qui veut faire « comme les agriculteurs jamais poursuivis, jamais condamnés alors qu'ils mènent des actions violentes, qu'ils saccagent des grandes surfaces, des biens publics pour des millions d'euros sans que les CRS ne les arrêtent ».

Comment ne pas reconnaître dans ces propos la vérité crue ? Comment ne pas y voir un esprit lucide de conscience de classe aigüe et en même temps un sentiment d'impuissance ? Comment ne pas y discerner la révolte sociale qui couve et qui sans perspective politique progressive peut aller dans tous les sens ? Si nous au Front de gauche n'avons pas d'illusions à l'égard du pouvoir de François Hollande, n'avons-nous pas l'obligation de répondre à ce désarroi ouvrier ? Ou bien nos préoccupations électorales de basse altitude font-elles oublier l'avenir des travailleurs que nous nous sommes engagés à défendre ? Comment pouvons-nous affirmer que le problème syndical, sa faiblesse flagrante, sa division, sa contamination par les syndicats d'origine chrétienne ou patronale qui signent n'importe quoi et sabotent les luttes ouvrières ne nous regarde pas ? Qu'avons-nous à dire à ces syndicalistes courageux, comme ces deux bretonnes confrontées à une véritable muraille de Chine, côté patronat, côté Etat, côté ouvrier ? Qu'est ce qui compte le plus pour l'avenir du Front de gauche et de ce pays : une ouvrière battante comme Corinne ou un conseiller municipal petit-bourgeois dont le vote se perd dans le cambouis local ?

Radoslav PAVLOVIC

Le capitalisme entre le marteau et l'enclume

Nous avons brièvement signalé dans le dernier numéro de notre journal les « craquements récents » du capitalisme mondial. Entre autres failles celle relative au système monétaire international organisé sur la base du dollar américain et régi par lui. On sait donc que pour parer à la dernière grande crise, les grands manitous de la finance américaine ont décidé d'approvisionner encore plus massivement et artificiellement l'économie asphyxiée, incapable de couvrir les pertes et les besoins astronomiques des dispositifs d'un crédit hypertrophié. Autrement dit, la crise a révélé la nécessité urgente de gérer rapidement et impérativement le trou abyssal qui s'est creusé entre, d'une part, la production réelle infirmée et freinée par l'intensification de la limitation de ses bénéfices effectifs et, d'autre part, le monceau phénoménal des dollars sans couverture appelés à supplanter les déficiences organiques du marché. Il importe de préciser encore une fois que tout l'édifice de cette finance mondiale emballée et déchaînée fonctionne sous les auspices du dollar américain.

Nous savons qu'au déclenchement de la crise, les gouvernements capitalistes ont immédiatement mis partout sous perfusion assidue le corps cadavérique de l'économie capitaliste par l'injection des centaines de milliards de dollars (et euros) afin de pallier le manque subit des milliards de dollars factices partis en fumée. Les gérants du dollar américain regroupés dans la banque centrale (Federal Reserve System), paniqués, ont décidé d'institutionnaliser l'allocation massive de dollars dans l'économie par l'achat régulier de bons de trésor américain. Autrement dit, d'acheter ces papiers sans valeur avec des milliards de nouveaux dollars. (85 milliards chaque mois !), imprimés hâtivement, c'est-à-dire sans aucune couverture correspondante. Ils ont baptisé cette contrefaçon par le nom pompeux de « mise à l'aise quantitative » (quantitative easing), ce qui n'est en fait qu'une vulgaire fabrication de fausse monnaie. Mais cette fois la contrefaçon est étatique et son échange se fait contre d'autres papiers étatique également sans valeur, les bons de trésor américain. C'est-à-dire, ils achètent les dettes de l'Etat avec du papier. Ce qui faisait dire récemment au riche milliardaire américain Warren Buffet, célèbre par sa façon rude de parler, que « la Fed. Est le plus gros fonds spéculatif de l'histoire ». (Le Monde, 24 septembre 2013.) En effet, toute cette affaire jette une lumière crue sur le fait que tout le mécanisme du capitalisme-impérialisme d'aujourd'hui repose sur une escroquerie.

Or récemment, comme notre journal l'a signalé dernièrement, la banque centrale américaine (la « Fed ») annonçait qu'elle s'orientait désormais vers la réduction progressive de ces achats allant vers leur suppression. Visiblement, la « Fed » envisageait par-là de contribuer à contenir, à sa façon, la prolifération débridée du crédit sans couverture qui, même selon leur propre aveu, est le déclencheur permanent des crises. Mais, comme l'article de notre journal le mentionnait déjà, la simple annonce de cette mesure éventuelle a mis en branle les capitaux à travers le monde.

La première conséquence de la communication de cette volonté de la « Fed » de fermer le robinet du dollar facile a provoqué la montée brusque et inévitable des taux d'intérêt aux USA, pays natal du dollar et ailleurs, vue le rôle prépondérant de cette monnaie. Elle signifiait le renchérissement du crédit, trahissant ainsi le besoin impératif de l'argent bon marché. Ce fait a immédiatement démasqué les proclamations relatives à une reprise économique comme des fanfaronnades mensongères. Puis, elle a provoqué la fuite massive des capitaux des pays dits « émergents » qui cherchaient des placements plus fructueux. Cette désertion a soudainement dévoilé la vérité amère pour les bourgeois, à savoir que la plus grande partie de la croissance économique de ces pays (Inde, Brésil, etc.) n'était pas basée sur une production réelle mais artificiellement dopée par les jongleries financières du dollar bon marché. Alors l'annonce du recul prochain du dollar facile, a coupé la perfusion nécessaire pour leur croissance économique. Restée exsangue, leur croissance réelle nettement moindre est apparue au grand jour et leurs monnaies se sont dépréciées. Une terrible phase nouvelle de la crise s'est profilée à l'horizon immédiat de ces pays.

Mais voilà qu'en attendant les détails concrets sur la mesure de cette diminution de la provision, puis de la suppression du dollar facile, annoncée le 22 mai, la « Fed » a surpris tout le monde, car la banque finalement informait le monde, ce 18 septembre, de sa volte-face spectaculaire. Le même dirigeant Bernanke qui déconcerterait les capitalistes par la déclaration éton-

nante de priver l'économie de dollar bon marché, a pris de court le monde entier par la décision finale de la « Fed » contredisant sa première annonce. Il réalisait une volte-face totale en disant que « La Fed va continuer d'acheter chaque mois pour 85 milliards de dollars d'obligation du Trésor à long terme et de titres hypothécaires, jugeant que le resserrement des conditions financières pourrait ralentir le rythme de la reprise. » (Le Monde, 20 septembre 2013.)

Exprimé en langage codé et extrêmement prudent, c'est un aveu public retentissant et véridique qui range les rapports enthousiastes de la presse servile sur une prétendue reprise économique aux USA et ailleurs parmi les affabulations mensongères qui, tout au plus, ne dépassent pas le niveau d'une autohypnose à la Coué. Plus généralement, c'est une confession involontaire de la vérité que le capitalisme d'aujourd'hui souffre, en effet, d'une aggravation prolongée de son agonie. Notamment, que son simple maintien entraîne et pousse l'économie vers une situation encore plus corrompue, de la putréfaction et du parasitisme révélés déjà par l'analyse de Lénine sur l'impérialisme. Le fait majeur demeure que la finance, plus exactement le crédit tout puissant et sa manipulation tendent à supplanter la production pour assurer le simple fonctionnement de l'économie capitaliste (accumulation, investissement, circulation). Or il faut rappeler ici de ce que Marx disait déjà du crédit : « ... la banque et le crédit deviennent le moyen le plus puissant de faire sortir la production capitaliste de ses propres limites et l'un des véhicules les plus efficaces des crises et des spéculations frauduleuses. » (Capital, Livre III.) Et il citait un contemporain pour appuyer son jugement : « L'objectif des banques est de faciliter les affaires, et tout ce qui facilite les affaires favorise la spéculation. Commerce et spéculation sont parfois si étroitement liés qu'on ne sait où l'un finit et l'autre commence. » A cela Engels ajoutait dans sa note : « L'histoire du commerce anglais de 1845-1847 illustre amplement à quel point tous les milieux des affaires d'un pays peuvent être saisis de la fièvre de la spéculation et à quoi cela aboutit. » - Qu'est-ce qu'ils diraient aujourd'hui ?...

Justement, aujourd'hui la mainmise de la finance est la forme concrète de la putréfaction plus accentuée du système. Le parasitisme massif dans l'économie – et dans la vie quotidienne – se greffe sur elle comme son complément inévitable. Ainsi la progression fulgurante de la couche des rentiers, de même que la naissance d'une série d'Etats rentiers, leur expansion et l'importance prise par eux témoignent d'une croissance et d'une extension inégalée du parasitisme.

Il est bien caractéristique que lors de la première annonce de la « Fed » de diminuer l'afflux des dollars, la croissance économique a aussitôt fortement tendu à la baisse, surtout dans les pays « émergents ». Alors que toute de suite après le revirement de 180 degrés de cette banque, les bourses du monde entier ont enregistré une hausse notable. Même la banque centrale européenne (BCE) envisage maintenant, elle aussi, d'allouer des nouvelles liquidités pour ranimer les banques européennes cadavériques, après leur avoir vainement accordé, en 2011-12, 1000 milliards d'euros. Mais la BCE reste beaucoup plus réticente que la FED, sa collègue américaine.

En réalité, l'ensemble du capital mondial balance entre deux pseudo-solutions, également dangereuse pour lui : soit il continue à verser des milliards pour faire vivoter son système mais il prépare ainsi toute une série de bouleversements encore plus dévastateurs que celui d'où nous ne sommes pas encore sortis, soit inquiet d'une telle issue, il essaie de contrôler parcimonieusement le crédit. La BCE semble balancer plutôt vers cette option. Mais les deux issues possibles de ce balancement conduisent invariablement au même cul-de-sac du capitalisme. Avec l'injection des milliards ou sans elle, la production dans ce système continue à piétiner et n'arrivera même pas à récupérer les pertes immenses du passé – et du présent.

Il n'y a que deux certitudes. La première est que ces deux voies d'une fausse alternative capitaliste aggravent pareillement la maladie congénitale du système tout en apportant des attaques et des souffrances redoublées pour les travailleurs. La deuxième en découle, à savoir que le renversement de ce système agonisant et cruel est à l'ordre du jour. Balazs NAGY